



Centre de Réflexion Pour le Sahel

Veille sécuritaire

NIGER

Vers une sortie de crise algérienne ?

Le ministre algérien des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, qui a effectué une petite tournée au Nigeria, au Bénin et au Ghana a soumis le 29/08 dernier son plan de sortie de crise au Niger. Dans ce processus, l'Algérie propose le rétablissement de l'ordre constitutionnel dans un délai de 6 mois et la mise en place d'une « solution politique garantissant le retour d'une gouvernance constitutionnelle et démocratique », selon le chef de la diplomatie algérienne. Selon les autorités algériennes, cette démarche ne devra se faire que sur la base d'accords et d'arrangements politiques inclusifs au Niger et sous la supervision d'une autorité civile soutenue par un consensus national. Le gouvernement algérien a tenu à rappeler son attachement à l'ordre constitutionnel au Niger en indiquant que Mohammed Bazoum, renversé par un coup d'État le 26 juillet, demeure le président légitime du Niger et qu'une approche diplomatique pacifique est souhaitable pour démêler cette crise. À travers cette initiative, l'Algérie qui a déployé une vraie offensive diplomatique entend s'imposer comme un des acteurs clés de la crise nigérienne. Le secrétaire général du ministère algérien des Affaires étrangères, Lounes Magramane, a été dépêché à Niamey pour rencontrer des membres du gouvernement nommé par l'armée, dont le Premier ministre Ali Mahaman Lamine Zéine afin de faire avancer les discussions sur une sortie de crise. L'Algérie qui partage 1000 km de frontière avec le Niger s'est montrée hostile à toute intervention militaire de la CEDEAO indiquant que toute option militaire aurait des « conséquences catastrophiques » pour le Niger et une menace directe pour son territoire.

Ce positionnement de l'Algérie sonne comme un retour de l'Algérie principale puissance régionale au Sahel dans la résolution de cette crise. L'Algérie milite également pour l'organisation d'une conférence internationale pour lever des fonds pour des programmes de développement dans la région du Sahel. La CEDEAO n'a pas réagi à ce plan de sortie de crise algérienne alors que les préparatifs de sa force d'attente sont toujours en cours. Même si les chefs d'État-major ouest-africains réunis à Accra ont indiqué qu'une date d'intervention a été retenue pour déloger les putschistes nigériens du pouvoir, les prémisses d'une force d'intervention ne semblent pas se mettre en œuvre à la frontière nigérienne. Les autres acteurs de cette crise à savoir la France et les États-Unis ont aussi décidé de jouer la carte de la prudence en indiquant leur attachement à une solution négociée dans la crise nigérienne. De son côté, la junte a réclamé la mise en place d'un plan de transition de trois ans au maximum qui ne sera avalisé qu'après la tenue du dialogue national prévu dans les prochains mois. Des autorités militaires qui semblent se braquer de plus en plus contre la France accusée de soutenir l'interventionnisme des pays de la CEDEAO.

Bras de fer diplomatique entre Paris et Niamey

Le 28/08 à l'occasion d'une réunion d'ambassadeurs de France à Paris, Emmanuel Macron a déclaré que l'ambassadeur de France au Niger restait à son poste malgré l'ordre de quitter le pays demandé par la junte. Ce bras de fer entre Paris et Niamey pourrait aboutir à de nouvelles hausses de violences avec le risque d'attaques contre les intérêts et représentations diplomatiques au Niger. Le 27/08, des milliers de manifestants ont protesté à

proximité de la base militaire française à Niamey, brandissant des pancartes demandant notamment le départ des troupes françaises. D'autres manifestations initiées par le régime nigérien pourraient prendre pour cible les emplacements militaires français et l'ambassade de France avec le risque de tentatives d'intrusion au sein de ces établissements. Une situation qui pourrait vite dégénérer en affrontements entre manifestants et forces françaises dégradant un peu plus les tensions entre le Niger et la France.

MALI

Nouvelles frappes contre des positions des rebelles CMA

Le risque d'escalade entre le gouvernement malien et les forces des ex-rebelles Touaregs de la CMA risquent de s'accroître dans les prochaines semaines. Après l'occupation de la base onusienne Behr près de Tombouctou convoitée par les rebelles Touaregs, l'armée de l'air malienne a frappé une position des rebelles touareg dans le secteur d'Anéfis. De son côté, l'armée malienne explique, avoir procédé à des frappes aériennes dans le secteur d'Anéfis, dans la région de Kidal mais contre des colonnes de véhicules de groupes armés terroristes. La CMA a indiqué de son côté avoir procédé le 29/08 à des tirs de riposte. La CMA affirme ne déplorer aucune victime. Cette montée des tensions risque de s'exacerber après la mise en place de la seconde phase du transfert des bases de l'ONU notamment celle de Ménaka, de Kidal, Aguelhok et Tessalit fiefs des rebelles touareg risque d'entraîner une escalade de violence. Les ex-rebelles de la CMA déclarent que ses bases de la MINUSMA devaient passer sous le contrôle des forces touareg en lien avec les accords de paix d'Alger en 2015. De leur côté, les autorités maliennes soutiennent que ces bases reviennent à l'autorité légale qui est le gouvernement de Bamako. La junte malienne a appelé le 28/08 dernier les groupes armés du nord signataires d'un accord de paix à renouer le dialogue avec elle.

Les forces maliennes entendent occuper tous ses emplacements Mopti, Tombouctou, Gao et Duenzo afin de renforcer leur emprise dans le nord-est du Mali. Cette volonté ferme de l'armée malienne de vouloir reprendre pied dans le nord Mali en se déployant dans les anciens cantonnements et bases de l'ONU pourrait relancer les hostilités entre les rebelles touareg et l'État central malien. Ce scénario catastrophe pourrait renforcer l'expansion du groupe terroriste (EIS) et d'autres groupes djihadistes dans le nord-est du Mali. En effet, selon plusieurs sources sécuritaires, la ville de Tombouctou serait quasiment encerclée par les forces djihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) qui empêchent tout ravitaillement de la ville. Selon des sources locales, les djihadistes ont aussi lancé un ultimatum d'une semaine, le 25/08 aux commerçants arabes qui ravitaillent les habitants depuis l'Algérie et la Mauritanie pour qu'ils cessent d'approvisionner la ville. Des opérations de sauvetage ou désencerclement de la localité de la part de l'armée malienne pourraient entraîner une montée des tensions dans la zone.

TCHAD

Affrontements entre forces gouvernementales et troupes rebelles dans le nord du pays

Les forces armées libyennes du Général Khalifa Haftar et les troupes tchadiennes ont mené, le 25/08 dernier des actions militaires coordonnées dans le Sud libyen contre les rebelles du Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR) et du le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT). Cette action vise à mettre fin à l'implantation de ces groupes rebelles opposés à Ndjamena et qui ont fait du sud de la Libye leur base arrière pour mener des attaques contre le territoire tchadien. L'opération qui a vu l'armée de Libération nationale libyenne engager ses blindés et avions de combat a visé l'oasis d'Oum el Araneb. Cette zone compte près de 2 000 logements qui abritent depuis 2011 des familles de combattants tchadiens ou des trafiquants. Leurs occupants ont été expulsés au Tchad, transportés dans de grands camions vers la frontière. Le CCMSR de Baba Laddé a annoncé le 28/08 la mort de Rachid Mohammad Taher, l'ancien chef du mouvement, tué dans des frappes de l'aviation libyenne. La durée de l'opération n'a pas été précisée.

Selon les autorités libyennes, cette initiative vise tout d'abord à « nettoyer le Sud libyen des gangs armés » et à donner des garanties au régime de Ndjamena qui accuse sa voisine du nord de servir de repaires et de point de départ pour des incursions rebelles sur son territoire. Beaucoup de groupes rebelles comme le FACT et le CCMSR ont profité de la crise libyenne pour créer des camps d'entraînement et des bases à partir desquelles, ils mènent des attaques contre le Tchad. Par ailleurs, ces deux groupes à forte composition ethnique Toubou ont pris racine dans cette zone transfrontalière entre le Tchad et la Libye, berceau historique des Toubou ou Goranes. Une situation qui rend difficile toute tentative de les déloger de cette zone où ils bénéficient du soutien logistique et moral de la part des communautés locales.

Risque d'une nouvelle offensive des rebelles vers la capitale N'Djamena

L'offensive du FACT qui a coûté la vie à l'ancien président Idriss Deby est partie depuis le sud de la Libye en avril 2021. Depuis cette date, des accrochages réguliers sont signalés entre soldats tchadiens et membres de groupes rebelles. Ainsi, le 18/08 dernier, le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) a indiqué qu'une de ses bases a été bombardée faisant trois victimes et quatre blessés. Dans la foulée, le groupe rebelle dirigé par Mahamat Mahdi Ali annonce la rupture du cessez-le-feu, déclaré unilatéralement en avril 2021. Les responsables tchadiens ont déclaré que le 20/08 les combats avaient repris entre l'armée et le Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT). Les autorités tchadiennes ont aussi dénoncé une incursion des troupes du CCMSR (Conseil de commandement militaire pour le salut de la République), le 10/08 qui aurait fait plusieurs victimes. Le chef de la junte tchadienne dans un post publié sur les réseaux sociaux par les services de la présidence tchadienne a indiqué le 17/08 être favorable au dialogue tout en indiquant sa détermination à empêcher toute déstabilisation du nord du Tchad. Selon plusieurs sources, le chef de la transition Mahamat Idriss Deby qui s'est rendu à Kouri Bougoudi, région de Tibesti près de la frontière libyenne afin de soutenir ses troupes pourrait se présenter pour la prochaine présidentielle prévue en octobre 2024. La perspective du maintien au pouvoir de Mahamat Idriss Deby risque d'entraîner une escalade des tensions entre les différents belligérants. Le FACT et CCMRS qui avaient refusé de participer au dialogue national ont fait du départ de la junte et le retour à un pouvoir civil une des conditions pour mettre fin à la lutte armée. De ce fait, une intensification des combats est à prévoir dans les prochaines semaines au nord du Tchad. Les groupes rebelles chassés du Nord libyen risquent de mettre rapidement sous pression les forces tchadiennes dans le nord du pays et déclencher une nouvelle offensive vers N'Djamena en conjuguant leurs forces. Une perspective qui pourrait rallier d'autres mouvements politico-militaires déçus des conclusions du dialogue national inclusif en septembre 2022. Un dialogue qui aura permis à la junte de s'arroger une certaine légitimité auprès des forces vives de la Nation sans toutefois répondre aux défis structurels et sécuritaires que rencontre le Tchad. Dans ce contexte, une résurgence des combats pourrait déstabiliser le régime qui a fait du maintien de la stabilité et de la sécurité son principal credo auprès des populations.